

Communiqué de presse

Paris, le 21 septembre 2021

## **Les retraités et retraitées le 1<sup>er</sup> octobre dans la rue, et le 5 on continue !**

L'exaspération des personnes retraitées s'accroît d'année en année, avec le gel des pensions qui a pratiquement été continu depuis 2014, avec l'augmentation forte de la CSG, avec l'augmentation des prix et du coût de la vie, le recul des services publics de proximité, la numérisation de nombreux services et de nombreuses administrations, la casse de l'hôpital public et la dégradation des services de santé. Depuis le début de 2020, avec l'arrivée d'un nouveau virus, les discours contre les personnes âgées ont été encore plus nombreux : pour certains économistes et certains politiques, il est manifeste que les personnes âgées, improductives et par ailleurs « budgétivores » (les retraites, les dépenses de santé, etc.), doivent être abandonnées pour ne pas compromettre la croissance du PIB.

Quand certains médias et le gouvernement polarisent les esprits autour du virus et de « règles sanitaires » plus répressives que préventives, il est nécessaire de faire vivre le débat public et la démocratie pour parvenir à des décisions partagées. Nous sommes opposés aux mesures coercitives du gouvernement, dont notamment l'actuel passe sanitaire, qui encadre notre vie sociale et professionnelle, participe de la mise en place d'une surveillance numérique généralisée de la population, et peut conduire à l'exclusion du lieu de travail. C'est inacceptable ! Nous continuons de demander le renforcement des moyens attribués à la santé et à l'hôpital public, alors que le gouvernement, en parallèle à ses décisions autoritaires et répressives, continue par exemple de fermer des lits ! Il faut développer une politique de prévention incluant une politique environnementale et alimentaire privilégiant la santé et la vie plutôt que les profits et les dividendes. Il faut permettre l'accès gratuit à la vaccination pour l'ensemble de la population de la planète. Il faut mettre dans le débat public les questions essentielles qui se posent dans la période : les créations de richesses et leur répartition juste et équitable.

C'est ce qu'ont décidé de faire les 9 organisations de retraité.es (CGT, FO, FSU, Solidaires, CFTC, CFE-CGC, FGR-FP, UNRPA Ensemble & solidaires, LSR) en appelant les personnes retraitées à manifester partout le 1<sup>er</sup> octobre 2021. Il faut un rattrapage des pertes de pouvoir d'achat accumulées depuis 2014 ; il faut une indexation des pensions sur l'évolution du salaire moyen. Il faut une politique sanitaire et de santé totalement

différente, en améliorant les ressources de la sécurité sociale pour l'intérêt collectif, et non pour les profits des laboratoires pharmaceutiques et de nombreux professionnels libéraux. Il faut une politique de l'aide à l'autonomie effective et non réduite à quelques propos compassionnels totalement stériles. Il est nécessaire de relancer la création d'EHPAD publics, ceci devant s'inscrire dans la mise en place d'un grand service public de l'aide à l'autonomie, en établissement comme à domicile avec une prise en charge à 100 % par la Sécurité sociale des dépenses supplémentaires liées à la perte d'autonomie.

C'est aussi ce qu'ont entrepris l'intersyndicale CGT, FO, FSU, Solidaires, aux côtés de quatre organisations de jeunes (FIDL, MNL, UNEF, UNL) en appelant à une journée de grève et de manifestation le 5 octobre. L'Union Nationale Interprofessionnelle des Retraités Solidaires (UNIRS) appelle les personnes retraitées à être au milieu des « actifs » ce 5 octobre. La première revendication, c'est bien celle d'un autre partage des richesses créées par le travail : il faut réduire la part allant aux profits et à la rémunération des actionnaires, et augmenter la part allant à la rémunération de celles et ceux qui produisent ces richesses, celles et ceux qui travaillent. Les scandales des profits énormes concentrés dans les mains d'une minorité qui, à elle seule, va bientôt posséder pratiquement tout ce qui existe sur notre planète, doivent cesser, justement avant que ces inégalités, ces gâchis et ces destructions ne conduisent à la fin même de la vie sur Terre. Tout nous montre que le « ruissellement » de Macron fonctionne, mais à l'envers, tout remonte vers les profits de cette minorité. Nous savons que c'est par l'existence de millions de chômeuses et de chômeurs, de millions de personnes qui perdent leur vie à la gagner en s'épuisant en heures supplémentaires et en charges et conditions de travail inadmissibles, de millions de personnes âgées qui partent en retraite trop tard, usées et broyées, qu'une minorité peut continuer d'accumuler des masses énormes de richesses. Pour cesser cette spirale inégalitaire, il est essentiel de procéder à une autre répartition du temps de travail ; il faut partager le travail entre toutes et tous, et donc réduire le temps de travail légal.

### **Le 1<sup>er</sup> octobre, partout dans la rue.**

A Paris, rassemblement à 14h00 devant le ministère des Finances, à Bercy.

### **Le 5 octobre, partout on continue.**

A Paris, manifestation à 14h00, Place de la République, vers les Grands Boulevards puis la Place de la Concorde.